

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Racialisme

Peu après l'élection de François Hollande, le 1^{er} juin 2012, *Libération* déplorait que dans les nouveaux cabinets ministériels il y ait surtout « des hommes blancs issus des rangs de la haute fonction publique... »

Le 28 août dernier, *Libération* termine une série sur les tabous et les interdits par un article intitulé « Les Blancs, une majorité invisible » et qui est ainsi présenté : « À l'inverse des minorités visibles discriminées selon la couleur de peau, les Blancs jouissent en toute insouciance d'un statut privilégié. » Bien entendu, la détection de ce déni de blancheur trouve son origine aux États-Unis, où les *whiteness studies* - les études sur la « blanchité » - ont pris leur essor il y a une vingtaine d'années.

Vertueusement, *Libération* souligne que la race n'a rien de biologique et qu'il s'agit d'une « représentation » et d'un « imaginaire ». Mais représenter la nation française en fonction de la couleur de peau de ses citoyens et des conflits entre minorités colorées et majorité blanche, c'est favoriser un « imaginaire » raciste potentiellement meurtrier.

Bien entendu, *Libération* lutte de toutes ses forces contre l'extrême droite.

Or noir

La grande histoire du pétrole

p. 6-7

Deuil

Raphaël
Draï

p. 2

Idées

Pape
François

p. 9

Raphaël Draï

Nous avons perdu, le 17 juillet, un ami et l'un de nos maîtres. Raphaël Draï nous a montré que la tradition royale et l'ensemble de notre projet politique trouvaient dans la pensée juive leur origine et leur signification profonde.

Raphaël Draï était beaucoup plus qu'un remarquable professeur de sciences politiques. Pour la France, il fut un grand exégète qui développa la compréhension du judaïsme dans un large public et un acteur important du dialogue interreligieux. Il occupe une place éminente dans la mémoire de la *Nouvelle Action royaliste* car il fut le premier, parmi nos invités aux *Mercredis* parisiens, qui expliqua, un beau soir de 1989, comment la royauté avait été instituée dans le peuple d'Israël, selon quels principes la fonction royale était exercée, tout en nous précisant les bienfaits qu'il était possible d'en attendre - la médiation durable, le dynamisme - et les périls auxquels elle était exposée. Passant de la Thora à Maïmonide, Raphaël Draï révélait ou rappelait aux croyants et aux incroyants qui formaient son public l'éthique d'une royauté soumise à la Loi et d'un roi qui doit respecter en tous domaines la juste mesure. (1) Nous avons alors compris dans toute sa profondeur historique et spirituelle ce que nous avait dit le défunt comte de Paris sous une forme lapidaire : « la monarchie capétienne, c'est les rois d'Israël. »

Raphaël Draï appréciait la neutralité bienveillante de la *Nouvelle Action royaliste* à l'égard des religions. Après nous avoir présenté *La communication prophétique* (2) le 16 janvier 1991, il m'avait demandé d'organiser dans nos locaux de

la rue des Petits-Champs un débat de fond entre le judaïsme, le christianisme et l'islam. Il voulait un débat sans concession et nous avons décidé qu'il aurait lieu à huis clos afin que personne ne puisse en tirer des conclusions basement polémiques. Deux chrétiens et un musulman le rejoignirent un samedi après-midi pour une *disputatio* cordiale qui dura plusieurs heures. Deux ans plus tard, les lecteurs de *Cité* trouvèrent un écho de cette controverse savante dans un entretien sur le théologico-politique que notre ami avait accordé à notre revue. (3)

Raphaël Draï disait que les religions sont dans des débats théologiques sans solution de compromis mais qu'elles peuvent communiquer « ... par la question de la justice sociale qui est transversale entre elles. Si vous trouvez dans des théologies ce langage commun à propos de la justice sociale, si Dieu se révèle à tout le monde de la même manière, par la diffusion et le partage, il y a là une sorte d'œcuménisme dynamique. »

Le 2 juin 1999, alors que l'aviation de l'Otan bombardait la Serbie et le Monténégro, Raphaël Draï nous avait présenté son livre sur *L'économie chabbatique*. (4) En raison d'une grève des transports, nous n'étions que huit dans la salle. Notre invité aurait pu demander un report. Intense et chaleureux, il parla comme devant un vaste public de la *tsedaka* - la justice économique - qui gouverne une économie fraternelle puisque l'homme est le gardien de son frère. *L'économie chabbatique*, nous disait-il, est celle de la juste mesure et du temps de repos laissé régulièrement aux hommes, aux animaux et à la terre. C'est une économie de marchés, qui s'oppose



à la finance usuraire et à la concurrence acharnée à l'élimination du prochain...

Plus tard, Raphaël Draï éclaira magistralement l'État providence auquel a succédé un « État purgatoire » (5) qui n'est pas seulement la négation du précédent modèle mais qui contredit en tous domaines l'éthique économique et sociale affirmée par la tradition biblique. Tandis qu'on se lamente sur la « perte des valeurs », Raphaël Draï n'a cessé et ne cesse de dire aux croyants et aux incroyants que ces valeurs sont présentes - toujours prêtes à nous indiquer les voies et les moyens de la délivrance.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'entretien publié dans le n° 527 de *Royaliste*, repris sur mon blog.

(2) Raphaël Draï « *La communication prophétique, I - Le Dieu caché et sa révélation* », Fayard, 1990.

(3) Cité, n° 26, *Religion et liberté*. On y lira également un article de Bernard Bourdin : « *Monarchie et monothéisme chez les Hébreux*. »

(4) Raphaël Draï - « *L'économie chabbatique - La communication prophétique III* », Fayard, 1998. Cf. mon article dans le n° 725 de *Royaliste* repris sur mon blog.

(5) Raphaël Draï - « *L'État purgatoire, La tentation postdémocratique* », Éd. Michalon, 2005. Cf. mon article dans le n° 875 de *Royaliste* repris sur mon blog.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Racialisme - P 2 : Deuil : Raphaël Draï - P 3 : Agriculture : Dans le piège ultra-libéral - P 3 : Écho des blogs : Petites secousses - P 4 : Chine : Le moteur a des ratés - P 5 : États-Unis : Le phénomène Trump - P 5 : Brèves : Brésil, Roumanie, Égypte, Népal - P 6-7 : La grande histoire du pétrole : Les quatre saisons de l'or noir - P 8 : Principes : Toujours la République ! - P 9 : Idées : François, pour une conversion écologique - P 10 : Edvard Beneš : Un itinéraire centre-européen - P 11 : Dîner spécial rentrée du 23 septembre - Quatrième liste de souscripteurs - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Cause commune

Dans le piège ultra-libéral

Comme les précédents, l'actuel gouvernement n'a pas de politique agricole. Il se contente de cogérer avec la FNSEA et à coup de subsides une crise multiforme qui frappe tout particulièrement les petits exploitants.

En juillet, les barrages routiers organisés par les éleveurs avaient conduit le gouvernement à présenter un plan d'urgence de 600 millions d'euros qui représentaient des annulations ou des reports de charges auquel s'ajoutaient des garanties de crédit de trésorerie accordées par la Banque publique d'investissement. L'entrée de 1400 tracteurs dans Paris, le 3 septembre, a fait monter la pression et le gouvernement a promis trois milliards sur trois ans sous forme de nouveaux allègements de trésoreries et d'aides à l'investissement. Avec l'aide de la FNSEA, organisatrice des manifestations et partenaire dans les négociations, le gouvernement a gagné un peu de temps et les exploitants pris à la gorge auront un peu de répit. Mais la crise de l'agriculture nationale n'a pas été résolue et ne peut pas l'être par les gouvernements de droite ou de gauche qui acceptent les règles d'un jeu destructeur.

Les affaires agricoles se règlent à Bruxelles et non à Paris. Mais la Politique agricole commune dont la France a profité n'est plus la même que celle qui avait été définie dans les années soixante : protection communautaire, prix garan-

tis, aides à la production... En 2003, ces aides à la production ont été remplacées par des aides « découplées » à l'hectare sur le modèle états-unien qui a été abandonné deux ans plus tard. Pourtant, la Commission a maintenu les aides découplées en réduisant leurs montants. Motif : ne pas perturber les échanges sur le marché mondial.

Suite à la création de l'OMC en 1992, les prélèvements aux frontières ont été supprimés en application de l'idéologie libre-échangiste. Conséquence : les pays qui peuvent produire beaucoup sans se soucier de la qualité et avec une main-d'œuvre payée au minimum mènent une politique agressive dont la France est victime : la Hongrie pour le lait, l'Allemagne pour le porc, le Brésil pour le poulet importé en masse par Sofiprotéol, une multinationale que préside Xavier Beulin, président de la FNSEA...

La grande distribution impose les prix les plus bas possibles pour maximiser ses profits sans que le gouvernement ose s'attaquer aux puissants groupes qui participent au financement des campagnes électorales de la droite et de la gauche.

Soumis à la « loi du Marché » et à la Commission, tenu en respect par les groupes capitalistes, le gouvernement est impuissant. Quant à la FNSEA, elle affirme défendre la profession agricole mais elle est liée au patronat et aux groupes de l'alimentaire : son objectif est de continuer à cogérer la crise en favorisant les concentrations qui élimineront de plus en plus de petits producteurs au nom de la « compétitivité ».

Sylvie FERNOY

Petites secousses

La capitulation d'Aléxis Tsipras aurait du provoquer un séisme intellectuel dans la gauche dite radicale. Pendant l'été, nous avons seulement enregistré de petites secousses qui n'annoncent pas la réunion des « républicains des deux rives » contre l'eurocratie.

La réflexion semblait bien partie ! Alors que Jean-Luc Mélenchon s'obstinait à défendre l'euro, alors que le Parti de gauche était divisé sur cette question, Guillaume Étiévant, secrétaire national du PG à l'économie et au travail affirmait sur son blog (1) « *que si notre stratégie de désobéissance aux traités n'aboutit pas à une refonte radicale des traités européens, nous organiserons une sortie négociée de la zone euro, qui conduira à un changement radical de structure monétaire, via l'instauration d'une monnaie commune.* » D'autres dirigeants du Parti de gauche - Clémentine Autain, Pierre Khalfa - déclaraient à leur tour qu'il fallait engager le débat sur la sortie de l'euro. Par la voix de Pierre Laurent, la direction du Parti communiste se refusait à envisager une telle possibilité car « *une sortie de la zone euro laisserait n'importe quel pays qui la pratiquerait devant la même pression des marchés financiers, voire une dévaluation nationale plus grave encore.* ». (2) Position inepte, pulvérisée par Jacques Sapir sur son blog. (3)

Puis Jean-Luc Mélenchon fit connaître l'état de ses réflexions dans un entretien accordé fin août à Sud Ouest. (4) Cela commença bien : « *Merkel commande aussi en France. Nous sommes entrés dans l'ère de l'Europe allemande. Et ce n'est pas compatible avec la liberté des Européens ni avec l'indépendance de la France.* » Ensuite, ce fut plus ambigu : « *Avec ou sans euro, le traité budgétaire s'appliquerait. Nous ne sommes donc plus libres. Je propose un nouvel indépendantisme français. Mais il n'y a pas à menacer. Si l'on ne peut convaincre l'Allemagne, il faut la contraindre. Sinon, mieux vaut divorcer qu'une vie commune humiliante.* » En refusant une discussion avec Nicolas Dupont-Aignan sous l'égide de Jean-Pierre Chevènement, le *lider maximo* du Front de gauche signifie que lui seul étant capable de faire la rupture il n'est pas nécessaire de se rassembler avec qui que ce soit - sauf aux régionales avec des écologistes qui sont fédéralistes européens ! C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon conduit ses troupes à une nouvelle défaite en 2017.

Jacques BLANGY

(1) <http://guillaumeetievant.com/2015/07/24/soyons-prets-a-sortir-de-leuro/>

(2) <http://www.marianne.net/pierre-laurent-sortie-zone-euro-n-empêche-pas-pression-marchés-100235637.html>

(3) <http://russeurope.hypotheses.org/4144>

(4) <http://www.sudouest.fr/2015/08/20/jean-luc-melenchon-je-suis-le-seul-capable-de-tenir-tete-a-mme-merkel-2102031-710.php>

Le moteur a des ratés

Cet été a été chaud pour les places boursières mondiales. Le mini-krach qu'a connu la Chine au mois de juillet pèse depuis deux mois sur les bourses de la planète. Les financiers adorent se faire peur, c'est bien connu, mais cette fois auraient-ils enfin de bonne raison pour le faire ?

Cela fait dix bonnes années que l'on nous vante le décollage économique de la Chine devenue l'usine du monde et un marché attractif tant au plan des investissements que des débouchés commerciaux pour des produits haut de gamme. Las, il semble que la croissance chinoise qui tirait depuis des années la croissance mondiale et faisait grossir, années après années, le volume des échanges mondiaux connaisse des difficultés.

À dire vrai, la croissance réelle de l'économie chinoise a durant des années été minimisée par les autorités chinoises qui ne tenaient pas à affoler la planète entière. Les chiffres donnés par Pékin ont toujours été largement sujets à caution. On estimait jusque voilà peu qu'une croissance du PIB annoncée à 7 % l'an se situait plus vraisemblablement au-delà de 10 % en réalité. Cette année, les choses changent et l'on se demande si les 7 % prévus ne devraient pas plutôt se situer en réalité vers les 5 %, voire moins.

Le secteur industriel, celui de l'industrie lourde et de la production de machines était florissant jusqu'à la fin de l'année 2014. Depuis, l'activité industrielle est en constante baisse et l'activité des services n'est pas non plus en croissance pour pouvoir pallier les manques du premier. Il semble fort que les capacités industrielles du pays soient devenues trop importantes ce qui laisse planer un risque sérieux de surchauffe, voire d'effondrement de certains secteurs.

On ajoute à cela la bulle financière et immobilière dont l'éclatement pourrait encore ajouter à la morosité ambiante. Le nombre

des constructions s'est envolé depuis des années sans que jamais on ne se demande en Chine si tous ces bâtiments serviraient un jour à quelque chose.

Au-delà de l'impact sur les marchés financiers, ce dont on se moque bien, cette situation est porteuse de risque pour l'économie mondiale. La Chine ne peut à elle seule en être le moteur. Les ravis de la crèche de la « mondialisation heureuse » en sont pour leurs frais. Leur optimisme béat trouve ici ses limites. D'autant que les Chinois ne jouent guère le jeu en matière de monnaie. La dévaluation du yuan est un problème pour tout le monde, notamment au moment où les États-Uniens ont décidé de laisser se déprécier le dollar. Leurs manœuvres se trouvent donc annihilées par une politique chinoise qui n'a jamais joué le jeu en matière d'équilibre monétaire international.

Pourtant, cette baisse du yuan risque de manquer son but quand les Chinois ont décidé d'une montée en gamme de leurs productions, ce qui les rend beaucoup plus tributaires d'une demande mondiale qui ne croît plus depuis quelques années. Le gouvernement chinois, au-delà de ses habituels tripataillages de la valeur de la monnaie, est interventionniste et joue à la fois sur la baisse des taux d'intérêts et sur les aides accordées à des PME en très sérieuses difficultés.

En outre, la baisse de la demande de matières premières par l'industrie chinoise risque fort de faire baisser leurs coûts et d'entraîner des difficultés chez bon nombre de pays producteurs et émergents qui verront leurs comptes mis à mal. Les monnaies de certains d'entre eux, comme le Brésil et la Russie, s'en sont d'ailleurs d'autant plus mal portées. À terme, les effets pourraient se révéler dévastateurs et plonger l'économie de la planète dans un long cycle de récession, voire de déflation.

La situation de la Chine nous a toujours semblé ne pas révéler autant de potentialités que nombre d'experts attendaient. Pékin ne peut s'en tirer que par un développement de son marché intérieur, ce qui a été généralement le cas de la plupart des pays émergents et la condition *sine qua non* de la durabilité de leur séjour parmi

les pays développés. Or, on est encore loin du compte sur ce plan dans l'empire du Milieu. Le développement, même s'il a mécaniquement entraîné une hausse du niveau de vie moyen, n'a pas touché tout le monde de la même façon. Dans ce pays communiste dur, on a vu exploser les écarts sociaux. La croissance n'a pas profité à tous, il s'en faut de loin. Là, l'équation politique est potentiellement dangereuse pour un Parti communiste attaché à ses vieilles lunes et désireux de maintenir son emprise. Le « marché » était simple : prospérité contre non-liberté. Cet objectif contradictoire pourra-t-il tenir ? Et si oui, dans quelles conditions et avec quels ajustements ?

Et la mondialisation dans tout cela ? Ceux qui en voyaient la fin pourraient bien avoir raison, ce qui amènerait les autres à un très douloureux retour sur eux-mêmes. Le casino international est ce que sont tous les casinos : un très vaste attrape-nigaud dans lequel le banquier gagne toujours.



Les boursiers de la planète sont en train de l'apprendre à leurs dépens même si ce sont les financiers chinois eux-mêmes qui en pâtissent au premier chef. On ne va pas les plaindre. Pas plus qu'on ne versera une larme sur ceux qui sont atteints, ailleurs, par ce séisme. Les politiques d'« assouplissement quantitatif » ont depuis des années masqué la réalité d'une économie mondiale en pleine crise durable.

Des solutions ? D'abord cesser de croire au Père Noël de la croissance et se poser la question de la fin de la mondialisation et du nécessaire recentrage de l'économie sur des grandes zones qui sont la bonne dimension d'échanges fructueux pour tous. En outre, la relocalisation, tant des échanges que de la production, pourrait revenir au centre du jeu. Là, cette crise devient une chance : celle d'ouvrir les yeux et de repenser les modèles et les pratiques.

Charles GUÉMÉNÉ

Le phénomène Trump

Les primaires républicaines privi-
légient un « outsider » qui boule-
verse les pronostics et remet en
cause le système politique, mais
c'est aux États-Unis.

Un promoteur immobilier milliardaire, propriétaire et animateur des prestigieux concours de beauté féminins, *miss Univers* et *miss USA*, (1) iconoclaste et gaffeur, recueillerait à l'heure actuelle près du tiers des intentions de vote des électeurs républicains aux primaires, loin devant le favori, Jeb Bush, fils et frère de président. On peut penser que ce n'est pas sérieux et que tout va rentrer dans l'ordre. Mais Donald Trump n'est ni le clown ni le diable qu'on nous présente. Un ploutocrate, un conservateur, un populiste ? Pas vraiment, plutôt trois qualificatifs qu'il traverse et transcende.

Ploutocratie, le système politique états-unien encourt les conséquences de ses propres lois. S'étonnera-t-on de l'intervention croissante des milliardaires après que la Cour Suprême ait déplafonné le niveau de dépenses des candidats par un célèbre arrêt du 21 juin 2010 (« **Citizens united vs Federal electoral commission** ») ? S'il y a dix-sept candidats à la candidature républicaine, c'est que chacun a trouvé son milliardaire à moins que ce soit l'inverse, que chaque milliardaire intéressé se soit trouvé un politicien. Trump profite de l'éparpillement mais il est aussi le seul à se présenter en personne et non sous couvert d'un élu. Il en tire avantage, libre qu'il est ainsi de choisir ses soutiens et ne pas avoir à leur renvoyer l'ascenseur.

Le conservatisme états-unien est partagé à son égard. Les Républicains contrôlent le Congrès mais ne savent que faire de leur victoire. Les mouvements de renouveau en son sein comme le *Tea Party* n'ont pas trouvé jusqu'à présent d'incarnation charismatique et crédible. La droite états-unienne est toujours orpheline de Reagan. Son problème aujourd'hui est de savoir si Trump peut ouvrir la voie à un néo-reaganisme. Un « trumpisme » sans Trump, non qu'on le trouve incompetent (Reagan était un acteur de catégorie B), mais parce que l'on redoute son absence d'idéologie ou même de doctrine. Trop à droite pour l'immigration ou le climat, trop libéral en matière de société, avec des relents protectionnistes, il est imprévisible car essentiellement pragmatique.

Le populisme, c'est ce qui resterait du phénomène Trump limité à sa personne, un être

de chair qui flatterait l'éros du peuple, qui ressusciterait même selon un commentateur éclairé (2) la *virtù* du Prince de Machiavel, car il ne voit la politique qu'en termes de pouvoir, d'intérêt (national s'entend), de gain et de perte, comme dans les affaires immobilières, une sorte de mise à nu de la puissance. Y compris en politique étrangère : à l'heure des Xi Jinping, des Abe, des Poutine et autres réalistes, un langage guerrier (pas nécessairement militaire) où il s'agirait selon lui de « battre » la Chine ou le Japon (il n'a pour l'instant privilégié que ces deux pays) peut paraître bienvenu.

Ce retour au « réel » au sens de « matériel » ringardise l'univers des formes que représente le « politiquement correct » si codifié aux USA. Donald Trump dit ce qu'il pense même si c'est « politiquement incorrect » ; plus il l'est plus il monte dans les sondages dans un pays qui révère constitutionnellement la liberté d'expression bien au-delà des normes européennes. C'est aussi le retour en force de l'intérêt populaire pour l'élection : le premier débat télévisé le 6 août a enregistré 24 millions de spectateurs (contre deux habituellement) du fait de la présence de Donald Trump.

Il ne faudrait pas évidemment se tromper de spectacle : la course à la présidence des États-Unis n'est pas un « reality-show » ou une série télévisée pour ménagères mais un exercice de haute voltige démocratique où la réalité dépasse toujours la fiction quelle que soit l'imagination des scénaristes. On peut faire de la politique-fiction avec les acteurs existants ; il est plus difficile d'imaginer un outsider président.

Soit qu'il se présente en indépendant, soit qu'il diabolise le camp républicain, soit qu'il s'abstienne, Donald Trump facilitera peut-être l'élection de la candidate démocrate Hillary Clinton. Il influera néanmoins sur sa campagne et son programme comme il a déjà « trumpisé » ceux de ses rivaux républicains, à commencer par les trois sujets majeurs de la campagne qui démarre : immigration, climat, Chine, qui sont des sujets mondiaux.

Yves LA MARCK

(1) On se souvient de son bref face à face avec miss France lors du concours *Miss Univers* à Miami en janvier dernier. Cf *Royaliste* n° 1073, page 2.

(2) Christopher Caldwell - « *Quel est le problème avec Trump ?* », *The Weekly Standard*, 7 septembre 2015, vol 20, n° 48.

Brésil

Le 26 juin : Le secrétariat de la Maison impériale du Brésil (**branche Vassouras**) a annoncé l'ouverture de discussions sur l'éventualité d'un retour de la monarchie au Brésil via le site *E-citoyenneté* lié au Sénat brésilien. À travers cette pétition officielle, le secrétariat a demandé aux monarchistes brésiliens de faire preuve d'unité et de s'enregistrer afin d'atteindre le quorum nécessaire de signatures permettant ainsi de renvoyer au parlement la question du retour de la monarchie dans le pays.

Roumanie

Le 3 août : le roi Michel, en accord avec le Conseil royal et pour des questions d'ordre moral, a annoncé qu'il retirait à son petit-fils, **Nicolas de Roumanie**, ses titres et rang qu'il lui avait attribué en 2007. La succession passe directement à la princesse **Élizabeth**, sœur du prince Nicolas qui reprend désormais son nom de famille, **Medford-Mills**.

Égypte

Le 7 août : le prétendant au trône égyptien, **Fouad II**, a annulé sa visite pour l'inauguration du nouveau Canal de Suez n'ayant reçu aucune invitation officielle de la part du gouvernement égyptien qui pourtant avait annoncé sa présence. Depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Al Sissi à la tête du pays, la famille royale a apporté son soutien au régime militaire. Quelques manifestations en faveur du dernier souverain égyptien ont eu lieu dans le pays ces derniers mois.

Népal

Le 1^{er} septembre : les monarchistes du (RPP-N) ont encerclé le parlement à Katmandou afin d'empêcher la proclamation de la nouvelle Constitution qui aurait consacré une république fédérale. La manifestation a été violemment réprimée et l'armée déployée dans la capitale. Les monarchistes réclament le retour de la monarchie et la proclamation de l'hindouisme comme religion d'État.

Frédéric de NATAL

Les quatre saisons de l'or noir

Surmontez vos réticences devant ce pavé de 700 pages à la couverture volontairement déprimante et au titre peu attirant, et ouvrez-le. Vous y lirez, sous la plume de Matthieu Auzanneau, le plus passionnant des romans d'aventure... qui n'est pas un roman d'aventure.

L'histoire du pétrole, comme la vie d'une plante, Matthieu Auzanneau la voit commencer en germination (avant 1945), puis grandir au printemps (1945-1970), prendre toute sa dimension en été (1970-1998), subir un automne très orageux (1998-20??) dont nous vivons la fin, et se terminer pendant un hiver à venir bientôt. Telle est la structure du livre.

Germination donc. Elle est exubérante et colorée, et a inspiré à de nombreux auteurs de bandes dessinées des personnages qui restent dans toutes les mémoires : le (vrai) colonel Drake que Lucky Luke a aidé « *À l'ombre des derricks* », et les spéculateurs de « *Tintin en Amérique* », pour commencer. Plus célèbre encore, le général Alcazar, dictateur du San Theodoros (création d'Hergé dans « *L'Oreille cassée* »), encouragé par la *General American Oil* à faire la guerre du « Gran Chapo », reflet de celle du « Gran Chaco » pendant laquelle la rivalité entre *Standard Oil* et *Royal Dutch Shell plc* (Shell) a ensanglanté le Paraguay et la Bolivie (1932-1935).

C'est que tout vient d'un autre personnage, digne d'une BD mais bien réel celui-là : John Davison Rockefeller, puritain conservateur et austère, convaincu que Dieu l'a mis au monde pour donner le pétrole à l'humanité. Un mandat qui justifie

tout. Mécène et bienfaiteur chez lui (l'Université de Chicago, l'Institut Rockefeller pour les recherches médicales, la Fondation Rockefeller pour promouvoir le progrès scientifique dans le monde) il sera donc en toute bonne conscience tricheur, menteur et manipulateur cynique tout le temps et, sans état d'âme, massacreur d'ouvriers partout, aux États-Unis comme à l'étranger. Un personnage qui à lui seul décrit bien tout ce que sera le pétrole, à la fois source de bienfaits et de catastrophes.

Car dès leur entrée en scène, les hydrocarbures démarrent un cercle vicieux, où l'abondance d'énergie presque gratuite permet, à un rythme exponentiel, le développement technique et économique de la société mondiale, l'amélioration de la santé, de l'alimentation, des transports, etc. à des niveaux jamais atteints, favorisant une explosion démographique qui va exiger toujours plus d'énergie. L'intégration entre pétrole et croissance est immédiate et totale, et la société toute entière devient dépendante des hydrocarbures comme d'une drogue.

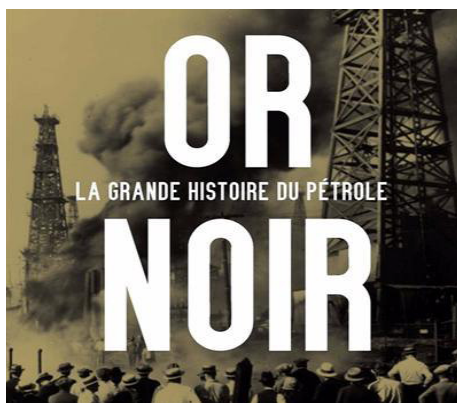
Alors, très vite cette phase de germination prend des couleurs plus sombres, et Matthieu Auzanneau nous montre en quoi le

pétrole, quoique toujours en arrière-plan, a été l'un des acteurs majeurs de tous les grands drames du XX^e siècle. C'est par exemple à cause de lui que les deux dictatures de l'Axe, Allemagne et Japon, sans ressource pétrolière chez elles, ont mis en œuvre des stratégies de « guerre éclair », pour détruire très vite leurs ennemis afin de pouvoir s'approprier des champs de pétrole vitaux (à Bakou pour les Allemands, en Indonésie pour les Japonais). D'où les offensives de Stalingrad et de Pearl Harbor qui ont fait gagner du temps aux puissances de l'Axe sans pour autant terrasser leurs ennemis, échecs aboutissant inéluctablement à la défaite par pénurie de pétrole pour leurs armées.

Une fois cet épisode clos, s'ouvre un printemps un peu plus pacifique (encore que...) pendant lequel les « trente Glorieuses » permettront à la société de consommation de s'étendre au monde entier. Pour la suite, été orageux et automne sanglant, nous en connaissons l'histoire dans ses grands traits, et en particulier au Moyen-Orient ; mais une révision générale n'est pas inutile, et cette mise en perspective sur un siècle (1910-2010) éclaire bien des faits. Enfin, arrive l'hiver, avec la fin du pétrole facile, les luttes inexpiables en cours ou à venir pour la possession des derniers grands champs pétroliers exploitables (l'Irak - quelle surprise - en tête), tant par les grandes compagnies que par les gouvernements. De quoi l'après-pétrole sera-t-il fait ? Notre auteur ne se risque pas à choisir entre les différents scénarios possibles, mais il nous met en garde : quel qu'il soit, l'hiver sera dur.

Mais plus peut-être que le rappel de cette histoire, l'intérêt principal du livre est de nous rappeler une série d'évidences. Pêle-mêle :

Le pétrole n'est pas tout, mais il est dans tout : toute l'économie et toutes les productions et innovations techniques (dont l'énergie, le béton, les médicaments, les transports et le commerce, les matériaux modernes, les engrais et pesticides, la production agricole, l'informatique, l'extraction/transformation des matières



premières...) dépendent du pétrole. Par conséquent la moindre perturbation dans son approvisionnement met en péril toute la demeure.

Il s'agit d'une ressource non renouvelable, dont la disponibilité et la production potentielle ne sont pas infinies, au contraire des hypothèses implicites de la plupart des modèles économiques.

L'amélioration du rendement d'un moteur ne se traduit pas par des économies d'énergie, au contraire : étant plus efficace, il permet plus d'activité, ce qui implique plus de demande en énergie, et en fin de compte plus de consommation.



Matthieu Auzanneau

Nous vivons dans un système à croissance exponentielle, qui de ce fait nous échappe de plus en plus : l'augmentation de la population, donc de la consommation (elles aussi exponentielles) exige que tous les dix ans l'on découvre autant de pétrole que ce qui l'a été depuis les origines. C'est impossible, tout le pétrole « facile » ayant été recensé sur une planète entièrement scrutée à la loupe, et cette limite physique nous mène inéluctablement à une crise majeure.

Sauf pour une partie des transports et de la production électrique, l'énergie « verte » n'est pas encore en mesure de remplacer les hydrocarbures. Pour les 20 ans qui viennent, il sera tout bonnement impossible de se passer de pétrole. Si tel est le cas, la baisse d'émission de CO2 au niveau rendu nécessaire pour limiter le réchauffement climatique semble techniquement irréalisable.

Les États-Unis garderont toujours la main sur les réserves mondiales pour plusieurs raisons : en temps de conflit (c'est-à-dire presque tout le temps), leurs armées consomment autant de pétrole qu'un pays comme la Suède ou la Grèce et il n'est pas question qu'ils acceptent d'en restreindre la puissance ou l'indépendance ; « *l'American Way of Life n'est pas négociable* », et s'il est certain que la dernière goutte de pétrole conventionnel sortira des puits d'Arabie saoudite, il est non moins sûr qu'elle sera consommée dans un moteur américain ; toute la politique extérieure de ce pays est guidée par le besoin d'indépendance énergétique, qu'il se garantira sans état d'âme, quel qu'en soit le coût pour la planète.

L'imbrication des intérêts des « majors » - *Esso/Exxon* et ses avatars en tête - et de ceux du gouvernement américain est complète, au point que depuis la Grande Dépression, la plupart des présidents des États-Unis et leurs proches (vice-présidents, secrétaires d'État

ou ministres) sont eux-mêmes des pétroliers ou des employés du pétrole : Franklin Roosevelt, Lyndon Johnson, Richard Nixon, Gerald Ford, George H. W. Bush, George W. Bush, Nelson Rockefeller, Richard Chesnay, Henri Kissinger, Donald Henry Rumsfeld, etc..

Du fait de cette imbrication, « ce qui est bon pour l'industrie du pétrole est bon pour les États-Unis », et personne ne voit matière à conflit d'intérêt dans les politiques (ou les guerres) pétrolières de présidents y ayant des intérêts financiers directs : un Bush ne peut être que climato-sceptique.

Le Moyen-Orient est et restera le grand approvisionneur de la planète. Qui le domine, domine la politique énergétique du monde. Jamais les États-Unis n'accepteront de perdre la main sur cette région, quoi qu'il leur en coûte : les guerres d'Irak étaient ou sont bien des guerres du pétrole.

Le « pic d'exploitation » du pétrole (pour ce qui concerne les ressources

conventionnelles) a été atteint et dépassé. Or le besoin en combustible fossile est tel qu'il semble très improbable que qui-conque puisse résister bien longtemps aux pressions quand il s'agira d'aller chercher les dernières gouttes « non-conventionnelles » : gaz de schiste, pétrole de l'Antarctique, bitumes du grand Nord, etc..

Comme on le voit, si le récit de Matthieu Auzanneau est un roman, c'est un roman qui finit plutôt mal, sans que l'on puisse en imaginer une suite vraiment heureuse en refermant le livre.

Les dynamiques politiques, économiques, diplomatiques, démographiques, techniques, financières, vont toutes dans le sens d'une plus grande demande en hydrocarbures au moment où se profile une pénurie de réserves croissante, face à l'absence de solution rapide et vraiment efficace en énergies de remplacement.

Nul doute qu'après la chanson du printemps et de l'été : « *Il n'y a aucune limite à la production et la consommation de pétrole* » ; puis celle de l'automne : « *Les réserves sont prouvées et les effets sur le climat ne le sont pas* », celle de l'hiver ne soit un chantage sous la forme : « *Quelles qu'en soient les conséquences, pour éviter l'effondrement immédiat de la civilisation, il faut tout extraire, même sous vos pieds* ». Et tout ceci pour retarder d'un court instant une échéance de toute façon inéluctable.

Le constat est sombre mais convaincant. Il reste bien peu de temps pour augmenter l'effort de recherche sur les énergies non polluantes, sur les activités moins gourmandes en énergie, et surtout pour changer complètement de fonctionnement économique et passer de la société de consommation à l'économie circulaire. Bien peu de temps, face à des pesanteurs et des inerties fortes, un scepticisme général, et des intérêts encore tout-puissants...

François VILLEMONTAIX

Matthieu Auzanneau - « *L'Or noir - la grande histoire du pétrole* », La Découverte, 03/2015, 718 pages, prix public : 14,99 €.

**Pensez
à vous réabonner**

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

Toujours la République !

Historien de l'immigration et de la nationalité, Patrick Weil donne de bonnes réponses aux lancinantes questions sur l'identité nationale, la laïcité, les frontières, les discriminations... mais sa conception de la République paraît bien étriquée.

Voici un livre pédagogique, fruit d'un dialogue entre un historien et un journaliste (1) qui veulent nourrir le débat politique de faits attestés et d'arguments raisonnés. Ceux-ci pèsent souvent moins que les passions et les pulsions mais la raison politique ne doit jamais désarmer. Une fois de plus, Patrick Weil mobilise donc l'histoire et le droit pour que nous retrouvions une claire définition de nous-mêmes.

Cette définition a été noyée dans les sempiternelles polémiques sur l'immigration. Sempiternelles parce que Maurice Barrès prophétisait déjà le « grand remplacement » qui ne s'est pas produit, parce que l'Action française dénonçait déjà les « Français de papier » selon un programme repris par Vichy, parce que le « complot juif » est de la même bouteille que le « complot sioniste ». Sempiternelles parce que les frontistes ne sont pas les premiers, quoi qu'ils en disent, à vouloir « régler la question » de l'immigration. En 1979, Valéry Giscard d'Estaing avait envisagé le renvoi en Algérie de 35 000 adultes par an. Il avait renoncé car il aurait fallu déporter des enfants français avec leurs parents ou séparer ces enfants de leur famille. En 1986, Charles Pasqua avait annoncé l'*immigration zéro*, puis on s'était aperçu que l'immigration légale est due pour un tiers aux 50 000 Français qui, chaque année, choisissent des conjoints étrangers. Toujours en 1986, le groupe RPR avait déposé une proposition de loi abolissant le droit du sol puis renoncé pour une raison toute simple : c'est par *jus soli* que la plupart des Français prouvent leur nationalité !

Même pertinence sur la question des statistiques ethniques. Ceux qui voudraient importer la pratique états-unienne ne voient

pas que « si les USA ont inscrit les statistiques ethniques dans leur Constitution, c'était pour compter à part les esclaves, car dans le calcul du nombre de sièges par État à la Chambre des représentants, un esclave noir ne comptait alors que pour 3/5 d'un Blanc. » Surtout, ce dénombrement statistique se heurte au principe d'égalité devant la loi qui protège effectivement les citoyens contre le passage d'un dénombrement ethnique à une discrimination politique.



Patrick Weil

Quant à l'enseignement de l'histoire, Patrick Weil plaide somme toute pour la lucidité : regarder en face les pages douloureuses, parler des différentes manières dont les Français ont vécu leur histoire au lieu de cacher ce qui dérange et de se réfugier dans l'accusation systématique ou l'auto-flagellation. Il y a eu une économie française de la traite mais la France a été le premier pays au monde à voter l'abolition de l'esclavage. La III^e République fut colonialiste mais, après la guerre de 1914-1918, le jacobin Clémenceau et le monarchiste Lyautey voulaient que de nombreux musulmans d'Algérie puissent devenir Français - ce que le parti colonial refusa pour des raisons ouvertement racistes.

Assumer le passé national ne suffit pas et Patrick Weil a mille fois raison de proposer une définition de la France. Pour lui, les « quatre piliers de l'identité nationale » sont le **principe d'égalité** inscrit dans notre Bloc de constitutionnalité, la **langue française**, langue de l'État depuis 1539, la

mémoire de la Révolution, aujourd'hui partagée par la droite et la gauche, et la **laïcité** devenue la référence commune des croyants, des agnostiques et des athées. Ces quatre principes, qui furent jadis plus ou moins violemment contestés, sont aujourd'hui facteurs dynamiques d'unité dans la diversité et explicitent notre conception du Bien commun - de la République. Les adhérents de la Nouvelle Action royaliste partagent cette conception républicaine mais je veux plaider en leur nom pour son approfondissement et son élargissement - dans un souci de conciliation ou de réconciliation encore plus large.

À part la référence à l'édit de Villers-Cotterêts, on a l'impression que Patrick Weil fait commencer la France et la République en 1789. Pourquoi ne pas rappeler en quelques lignes que les concepts d'égalité et de laïcité ont une longue histoire qui remonte aux sources judéo-chrétiennes de notre civilisation ? Pourquoi ne pas expliquer que la République a une généalogie (2) qui nous fait remonter à Aristote pour la définition et au XVI^e siècle pour la mise en œuvre politique ? Comment oublier ce que la part positive de la Révolution française doit aux monarchiens et aux monarchistes constitutionnels ? Nous avons aussi appris ce que notre conception de la liberté, comme idée, comme institution, comme passion, devait à Louis X Le Hutin proclamant que « *chacun doit naître franc* » (3) et inaugurant la marche, trop souvent entravée, de la liberté.

Parce que la France s'est pensée, dès le Moyen Âge, comme État de droit, parce que la puissance souveraine a été, au fil de ses aventures et mésaventures, libératrice et unificatrice, il me paraît nécessaire d'ajouter l'**État** comme cinquième pilier de l'identité nationale parce que c'est l'État qui médiatise la liberté et l'égalité, donne force à la laïcité et assurer la diffusion de la langue française.

Ce qui laisse entière la question du pouvoir politique dans sa symbolique et dans son exercice...

Yves LANDEVENEC

(1) Patrick Weil avec Nicolas Truong — « **Le sens de la République** », Grasset, 24/06/2015, 180 pages, prix public : 17 €.

(2) Cf. Blandine Kriegel — « *Philosophie de la République* », Plon, 1998 et « La République du prince moderne », PUF, 2011.

(3) Cf. Blandine Barret-Kriegel — « *L'État et les esclaves* », Calmann-Lévy, 1980.

François, pour une conversion écologique

Dans le langage théologique, le mot *conversion* est d'évidence central. Puisqu'il désigne parlant pour marquer le renversement total qu'implique le choix de Dieu. Son équivalent grec *metanoia* est peut être plus parlant pour marquer le renversement total qu'implique le choix de Dieu. C'est dire qu'un pape qui ne craint pas d'associer la conversion à ce qu'on pourrait appeler le credo écologique s'engage très fort, avec l'Église entière, en faveur d'une remise en cause drastique des fondamentaux de la civilisation industrielle. Il n'est pas sûr qu'au milieu du vingtième siècle, l'opinion, et notamment l'opinion chrétienne, aurait été disposée à le comprendre. Il fut un temps où le prométhéisme scientifique et technique semblait conquérir tous les suffrages et où le saint-simonisme pouvait se traduire en teillardisme (pas forcément en accord avec la vraie pensée de Teilhard de Chardin) afin de bénéficier d'une caution chrétienne au service de son optimisme total. Emmanuel Mounier n'avait-il pas sévèrement contré le Bernanos de *La France contre les Robots* en lui reprochant ses nostalgies du monde passé ? Nous avons changé d'époque, même si tous n'en conviennent pas encore, et le pape peut signifier à l'attention générale « *le défi urgent de sauvegarder notre maison commune* », et, à cette fin, de rechercher « *un développement durable et intégral* » à l'encontre des conséquences dramatiques « *de la dégradation de l'environnement sur la vie des plus pauvres dans le monde.* »

Il y a sans doute une difficulté pour le magistère spirituel lorsqu'il intervient dans un tel domaine, car il n'a, a priori, aucune autorité qui lui permette d'arbitrer dans un débat d'ordre scientifique. Or la question du changement climatique appartient bien à la compétence des spécialistes. De ce point de vue, le pape ne peut que se faire l'écho de ces derniers, en synthétisant leurs constats, et en rappelant leurs avertissements. Ce faisant, il prend tout de même parti dans le débat, puisqu'il existe encore une opposition ferme quoique minoritaire aux explications de la détérioration du climat par des causes proprement humaines. Au terme d'un bref parcours récapitulatif des dommages de la dégradation de la planète, le pape se montre catégorique : « *Ces situations provoquent des gémissements de sœur Terre, qui se joignent aux gémissements des abandonnés du monde, dans une clameur exigeant de nous une autre direction. Nous n'avons jamais autant maltraité ni fait de mal à notre maison commune qu'en ces deux derniers siècles.* » Edgar Morin, qui a beaucoup apprécié cette encyclique au titre franciscain (*Loué sois-tu*) y discerne plus encore une tonalité sud-américaine qui conférerait au pape argentin une force d'expression que n'auraient pas osé ses prédécesseurs. C'est possible, mais le même Morin a bien vu également que l'originalité du document tenait en une analyse acérée d'un « *paradigme technocratique* » qui est le propre de notre civilisation et qui constitue une menace pour notre liberté et notre intégrité : « *Une conception du sujet y est mise en relief qui, progressivement, dans le processus logique*

et rationnel embrasse et ainsi possède l'objet qui se trouve à l'extérieur. Ce sujet se déploie dans l'élaboration de la méthode scientifique avec son expérimentation, qui est déjà explicitement une technique de possession, de domination et de transformation. C'est comme si le sujet se trouvait devant quelque chose d'informe, totalement disponible pour sa manipulation. » Certes, ce processus a sa justification et il a contribué à des progrès incontestables dans beaucoup de domaines, ne serait-ce que celui de la santé. Mais il a dépassé une limite, celle où « *l'être humain et les choses ont cessé de se tendre amicalement la main pour entrer en opposition.* » Dans la même ligne, l'idée d'une croissance infinie a pu se développer dans le mépris des possibilités de la nature (le pape préfère parler de création).



On peut trouver dans cette analyse l'équivalent de la critique heideggerienne de la technique. Mais j'y discerne plus encore une évidente parenté avec le Gunther Anders de *l'obsolescence de l'homme* et l'œuvre de Jacques Ellul. Le pape reprend le même grief à l'égard d'une tournure de la pensée qui consiste « *à faire de la méthodologie et des objectifs de la techno-science un paradigme de compréhension qui conditionne la vie des personnes et le fonctionnement de la société. Le primat de cette promotion de la technique coïncide avec l'unique recherche de la domination, qui s'étend aussi à l'économie et à la politique.* » François reprend ici les reproches sévères qu'il a déjà adressés au libéralisme débridé : « *l'économie assume tout le développement technologique en fonction du profit, sans prêter attention à d'éventuelles conséquences négatives pour l'être humain. Les finances étouffent l'économie réelle. Les leçons de la crise financière mondiale n'ont pas été retenues, et on prend en compte les leçons de détérioration de l'environnement avec beaucoup de lenteur.* » Vraiment, ce pape n'a aucune confiance dans la pure logique du marché, et l'on comprend qu'il suscite une sourde opposition du côté des partisans du pur libéralisme. C'est comme s'il se produisait un rééquilibrage au terme du cycle de l'après communisme, qui permet même une réhabilitation de certains aspects essentiels de la théologie de la libération sud-américaine. Jean Paul II et Benoît XVI, n'y verraient d'ailleurs rien à redire, qui avaient anticipé ce tournant, mais sans la vigueur de leur successeur. C'est dire que ce positionnement de l'Église dans la conjoncture mondiale actuelle ne sera pas sans conséquences et qu'il risque même d'entraîner de sérieux conflits. Il faut envisager aussi que la mouvance écologique, qui s'est saisie de l'encyclique avec bonheur, ne sera pas indemne elle-même de toutes les questions posées. Un José Bové n'est pas insensible à certains accents éthiques qui échappent généralement aux dirigeants des mouvements. Et puis il y a aussi un avenir ouvert à la théologie qui devra se réapproprier toute la thématique de la création qui depuis les Pères orientaux et occidentaux s'était trop estompée.

Gérard LECLERC

Pape François — « *Loué sois-tu — Encyclique* », Éd. Bayard — Cerf — Mame, coll. Documents des Églises, Public larg, 06/2015, 208 pages, prix public : 4,50 €.

Un itinéraire centre-européen

Gâce à sa biographie d'Edvard Beneš, Antoine Marès nous permet de redécouvrir une des personnalités les plus controversées de l'histoire politique de l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres et de réfléchir à la place de cette dernière dans l'Europe d'hier et d'aujourd'hui.

**Dans l'ombre
de Jan Hus et Thomáš Masaryk**

Issu d'une famille paysanne, Edvard Beneš va manifester très tôt des qualités de travailleur acharné qui vont lui permettre de mener des études secondaires puis supérieures à Prague puis en Europe (Paris, Londres, Berlin). Admirateur de Jan Hus et défenseur de l'identité tchèque, il va tirer de ses voyages et de sa fréquentation du sociologue Thomáš Masaryk la conviction que la monarchie austro-hongroise est condamnée. Il va passer de l'idée de Triple Monarchie à celle l'indépendance des Tchèques et des Slovaques réunis.

Parvenant à éviter la mobilisation en 1915, il quitte Prague et rejoint la France sa grande passion. Là, ses talents d'organisateur vont pouvoir donner toute leur mesure. Il mobilise ses réseaux, pour créer un courant tchéophile tant au sein de la communauté tchèque que parmi la classe politique française. Et l'affaire n'est pas simple. Il lui faut aussi convaincre les milieux slovaques que leur émancipation de la tutelle hongroise doit se faire dans un cadre tchécoslovaque. Il peut compter pour cela sur le travail inlassable de Milan Rastislav Štefánik. L'idée royale est rapidement abandonnée au profit d'une République parlementaire des Tchèques et des Slovaques.

Edvard Beneš parvient à convaincre les autorités françaises de mettre en place des légions tchécoslovaques qui vont combattre aux côtés des Alliés et même constituer des unités sur le front russe, unités qui seront prises en 1918 dans le tourbillon de la révolution. Une fois le statut d'allié acquis, il faut obtenir la création d'un État tchécoslovaque. C'est fait après de difficiles trac-

tations à Versailles en 1919. Reste que le pays finalement édifié n'est pas la simple addition des Tchèques et des Slovaques. Il compte aussi des Allemands notamment dans les Sudètes, des Hongrois, des Polonais, des Ruthènes. Messieurs Masaryk et Beneš veulent que le nouvel État soit un pôle d'équilibre en Europe médiane et que, par sa taille et sa démographie, il contienne l'Allemagne voisine.

**À la tête
de la diplomatie tchécoslovaque**

Ministre des Affaires étrangères de 1919 à 1936, Edvard Beneš s'oppose à toute tentative de restauration habsbourgeoise à Vienne ou Budapest, prélude selon lui au retour de l'Autriche-Hongrie. Pour assurer la paix en Europe centrale il compte sur l'alliance avec la Roumanie, la Yougoslavie et la France dans le cadre de la Petite Entente. Surtout, il a foi en l'action de la Société des Nations (SdN) dont il s'avère un des piliers. Mais l'alliance est très fragile. La Pologne en est absente et les relations polono-tchécoslovaques sont mauvaises à cause d'un contentieux territorial. Les Roumains et les Polonais voient l'URSS d'un mauvais œil alors que Edvard Beneš la voit comme un contrepoids à l'Allemagne. Il ne parvient pas à rapprocher l'Italie et la Yougoslavie. La hantise de la puissance autrichienne va obérer tout projet de rapprochement centre-européen pour faire face à la crise économique des années 30. Quant à la SdN, dès la crise sino-japonaise de 1931, elle manifeste son impuissance.

Succédant au président Masaryk à la tête de l'État en 1936, Edvard Beneš ne peut rien ou presque dans la crise des Sudètes, abandonné par la France et refusant de lancer son pays dans une guerre qui lui paraît désespérée. On lui reprochera « *ce lâche abandon* », oubliant un peu vite l'attitude de « ses alliés ». Certes, la question des Allemands des Sudètes a été trop longtemps négligée par le gouvernement de Prague, et les Allemands démocrates des Sudètes ont été abandonnés. La question ruthène a été oubliée et les Slovaques ont le sentiment de ne compter pour rien dans l'État tchécoslovaque. Certes, mais de 1919 à 1936 Edvard Beneš s'occupe des questions



Antoine Marès

internationales. Et le président de la République n'est pas le chef du gouvernement conformément à la pratique du régime parlementaire. Le désastre de Munich en 1938 pousse Edvard Beneš à la démission. Il quitte Prague pour le Royaume-Uni. Il assiste effondré à l'anéantissement de son pays par Hitler en mars 1939.

**Le restaurateur
de l'indépendance ?**

Pourtant dès la guerre déclarée, il se bat pour devenir le fédérateur de la résistance tchécoslovaque. Travail titanesque. Il faut engager des troupes sur le terrain, unifier les résistances intérieures et extérieures, galvaniser la population, convaincre les Alliés de la nécessité de restaurer l'État tchécoslovaque. Et le rétablissement de la Tchécoslovaquie passe obligatoirement par Moscou. Le traité signé avec l'URSS en 1943 en est le garant, même si Staline fait en sorte, dès l'arrivée de l'Armée rouge, de rendre impossible le rétablissement de l'autorité de Prague sur les territoires ruthènes. Revenu dans sa capitale, Edvard Beneš tente de préserver la souveraineté de son pays qu'il imagine comme un pont entre l'Ouest et l'Est. Le renoncement au plan Marshall sur ordre de Moscou le 10 juillet 1947, puis le coup de Prague en février 1948 mettent fin à ses illusions. Là encore, on va lui reprocher sa faible résistance. C'est oublier la désorganisation de l'opposition, privée de figure de proue après le suicide de Jan Masaryk le 8 mars 1948. Il quitte la présidence, épuisé, le 2 juin 1948 et meurt dans sa résidence de campagne le 3 septembre de la même année.

Marc SÉVRIEN

(1) Antoine Marès — « *Edvard Beneš, un drame entre Hitler et Staline* », Perrin, 2015, prix public : 26 €.

Actualités de la Nouvelle Action Royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Nos Mercredis reprendront le 7 octobre en compagnie de Coralie Delaume



Spécial rentrée !

En avant-première, nous organisons le mercredi 23 septembre à 20 h :

un dîner spécial au prix de 15 €.

Dépêchez-vous de vous inscrire, car les places sont limitées.

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Quatrième liste des souscripteurs de 2015

Alain Besson 60 €, Anonyme (75012) 100 €, Henri Chenut 50 €, François Francart 100 €, Martin Hybler 50 €, Jean-Marc Joubert 10 €, Arnaud Teyssier 100 €, Anonyme (75014) 25 €, Étienne Harel 20 €, Robert Griffiths 20 €, Alain Saint-Paul 30 €, Jean-Louis Serre 20 €, André Bonhomme 20 €, Luc Beyer de Ryke & Françoise Germain-Robin 50 €, Philippe Parizy 20 €, Xavier de Monneron 100 €, Jean-François Kesler 150 €, Anonyme (Cher) 100 €, Jean Chauviré 30 €, Christian Barnet 20 €, Anonyme (75014) 100 €, Yves Garnier 50 €, Jean Dumas 30 €, Roselyne Defranould 30 €, Pierre Manent 150 €, Amadeo Ciscar Penella 130 €, Monique & Michel Pinçon-Charlot 100 €, Anonyme (94420) 100 €, Anonyme (16410) 100 €, Philippe Cailleux 50 €, Hervé Simon 50 €, Jean-Marie Dejenne 30 €, Xavier Cheneseau 10 €, Marc Leroy 50 €, Jean-Louis Legoux 50 €, André de Crux 30 €, François Bourguignon 50 €, Hélène Dejenne 50 €, Ludmilla Maupin 100 €.

Montant de cette liste : 2 455 €

Montant précédent : 6 221 €

Total depuis le 1^{er} janvier 2015 : 8 676 €

Durant la saison estivale, nos sites se sont étoffés

la collection complète du journal Royaliste depuis 1971 est en ligne sur le site :

<http://archivesroyalistes.org>

quant à la souscription elle continue :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - boîte à lettres 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Dir. politique : B. Renouvin

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte à lettres 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Cause commune

Après la capitulation d'Aléxis Tsipras, l'immense déception des adversaires de l'euro a été suivie, dans la gauche « radicale » et chez les économistes hétérodoxes, de réactions confuses assorties d'une polémique aberrante. Pour une fois bien inspiré, Jean-Luc Mélenchon déclare qu'entre la France et l'euro, il choisit l'indépendance tandis que la direction du Parti communiste s'obstine à défendre la prétendue « monnaie unique ». À nouveau mal inspiré, le co-président du Parti de gauche rejette avec hauteur le projet de dialogue entre « républicains des deux rives » proposé par Jean-Pierre Chevènement. Dans le même temps, une violente attaque est menée contre **Jacques Sapir**, accusé à partir de textes tronqués de préparer une alliance avec le Front national. (1) Au lieu de concentrer le feu sur le quartier général de l'oligarchie, la direction du Parti de gauche, *Mediapart*, *Libération*, Frédéric Lordon et d'autres intégristes malvoyants accablent ce chercheur « isolé » qui a, par son blog, des centaines de milliers de lecteurs. Il est vrai que les Purs n'ont pas besoin de stratégie et que la défaite leur donne le doux plaisir d'être géniaux et incompris.

Deux illusions s'ajoutent à cette confusion. Celle de **l'euro démocratique**, cultivée par Arnaud Montebourg et qui conduit à l'impasse du fédéralisme européen. (2) L'illusion du **retour à la base**, toujours séduisante en période de revers. Quand des militants politiques – je n'évoque pas ici l'indispensable engagement syndical et associatif – annoncent qu'ils veulent être « au plus près des gens » pour « créer des espaces de dialogue » sur les « vraies questions », ils donnent le désespoir de penser que tout est à recommencer. Surtout, la stratégie du refuge laisse le champ libre à la violence ultra-libérale qui est en train de détruire les petites exploitations agricoles et les petits commerces tandis que le gouvernement prépare une nouvelle offensive contre le droit du travail. Nous attendons, nous espérons une radicalisation des luttes paysannes et une réaction syndicale de grande ampleur face à la destruction du Code du travail mais c'est l'action politique nationale et internationale qui sera décisive. Quant à celle-ci, le paysage est pour le moins contrasté.

La puissance intellectuelle et programmatique du courant hétérodoxe est avérée. Désigné comme l'objectif à détruire en priorité, **l'euro** a été mis en péril en Grèce à la suite d'une victoire électorale et par un gouvernement qui reposait sur une alliance entre droite patriote et gauche « radicale ». L'échec n'est pas dû à une erreur stratégique mais à la défaillance d'un homme et d'une équipe : dans tous les pays soumis à l'euro, il faut conquérir le pouvoir politique par la constitution de « fronts de libération nationale » comme le propose Stefano Fassina (3) et par la coopération entre ceux-ci.



En France, les thèmes hétérodoxes sont massivement diffusés et irriguent plus ou moins fortement les partis anti-oligarchiques et anti-austéritaires. À droite, le courant patriote incarné par Nicolas Dupont-Aignan et le courant nationaliste de Marine Le Pen sont antinomiques et dénoncent la zone euro sans que l'un ou l'autre puissent concrétiser cette opposition. À gauche, la radicalité s'exprime par un sectarisme assorti de compromis tactiques - des communistes avec les hollandistes, des mélenchonniens avec les Verts lors des élections locales. Après avoir tiré un trait sur la social-démocratie européenne, il faut prendre définitivement son parti des exclusives formulées par les dirigeants de la gauche « radicale » et souhaiter du radicalement nouveau.

Ce n'est pas impossible. La bataille intellectuelle est depuis longtemps gagnée par les hétérodoxes qui ont créé autour d'eux un courant populaire anti-euro au sein d'une population très majoritairement hostile à l'Europe des traités. Ce courant anti-euro existe à l'intérieur de tous les partis de gauche, où de nombreux militants font **cause commune** avec la masse des inorganisés et avec les fractions les plus déterminées du syndicalisme des salariés et des paysans. Si les directions politiciennes sont incapables de s'entendre, l'initiative d'un rassemblement devra être prise en dehors des partis par ceux qui ont su articuler l'hétérodoxie économique à un projet politique pour la nation.

Bertrand RENOUVIN

(1) Les événements de l'été sont commentés sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/>

(2) Cf. l'analyse de Coralie Delaume : <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2015/08/euro-que-dit-lautre-gauche.html?m=1>

(3) Ancien membre du Parti démocrate italien, qui fut vice-ministre dans le gouvernement Letta.